



SECTION  
DE LA  
MARNE

CTL DE LA MARNE  
du 21 juin 2022

## DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Nous avons tous été destinataires du message du Directeur Général afin de mettre en place un grand débat intitulé le « **grand remue-ménages** » permettant de faire évoluer les missions lors du prochain Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) pour la période 2023-2026.

### **Comment faire croire aux agents que leur voie va être entendue.**

Le précédent COM sur la période 2020-2023 avait pour objectifs entre autres :

- d'améliorer l'accessibilité, la qualité des services publics et la relation de proximité avec les usagers
- de garantir à l'ensemble des agents des conditions de travail motivantes et de qualité
- d'accélérer la transformation numérique au service des agents, des usagers et des partenaires...

Dans cette même période, la DGFIP a tenu un rôle majeur dans la continuité du service public durant la crise sanitaire.

Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, a salué

cette implication, qualifiant la DGFIP d'administration d'élite.

Au final, la DGFIP a mis en place le « pseudo » Nouveau Réseau de Proximité (NRP) complété par la Relocalisation de services aggravant la situation des agents, des services, des usagers.

Elle a voulu imposer le « tout » numérique laissant sur le bas-côté des personnes fragiles et en difficulté face au « tout » internet.

Le constat, c'est un recul des services publics ce que vivent les agents et les usagers au quotidien.

Actuellement, il manque environ 6400 emplois de catégories A, B et C au presque 96000 emplois du budget 2022.

Au niveau local, notre direction se retrouve en déficit d'environ 50 emplois suite au mouvement de mutation national.

### **Et, que fait la DG ?**

Elle continue de supprimer des emplois et, en parallèle, transmet aux Directions locales une enveloppe budgétaire pour le recrutement de « contractuels » avec des contrats précaires limités dans le temps.

Cela se traduit dans les services à gérer l'urgence de l'urgence.

Voici quelques mots et expressions des agents durant les visites/HMI :

- détresse
- démotivation
- mal-être
- isolement
- où est le service le public ?
- y a-t-il quelqu'un qui pilote le bateau ?
- je veux partir le plus tôt possible en retraite (*dû aux mauvaises conditions de travail*)
- je demande une mutation (*pas pour un désintérêt de la mission mais parce que le service ne fonctionne*

*pas ou plus)...*

A cela, il faut ajouter la chute du pouvoir d'achat d'environ 25 % depuis plus de 20 ans aggravant la situation financière des agents du fait du gel du point d'indice.

Les agents des finances publiques en ont marre.

**Ce qu'ils veulent, ce sont des « bras » c'est-à-dire de vrais emplois sous statut « fonctionnaire », une réelle amélioration de leur pouvoir d'achat et de meilleures conditions de travail.**